

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 quai de Verdun
82000 MONTAUBAN

MONTAUBAN, le 06/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



CARRIERES DU SUD OUEST SAS

21 avenue de Canteranne Bât 2 3ème ét
33600 PESSAC

Références : 2022/1191
Code AIOT : 0006801895

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/09/2022 dans l'établissement CARRIERES DU SUD OUEST SAS implanté Le Ramie et la Cote 82250 LAGUEPIE. L'inspection a été annoncée le 08/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DU SUD OUEST SAS
- Le Ramie et la Cote 82250 LAGUEPIE
- Code AIOT : 0006801895
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La carrière est exploitée sous couvert de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2008 pour une durée de 30 ans. La superficie totale est d'environ 15 ha. La production maximum annuelle autorisée est de 500 000 tonnes.

L'exploitation de roches amphiboles se déroule à ciel ouvert. Les matériaux extraits sont destinés à être utilisés après transformation (criblage, concassage) dans divers chantiers de travaux routiers.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale 2022 plan de gestion des déchets (PGD)
- Retombées poussières
- Suites de la dernière inspection
- Gestion des eaux

- Arrêté sécheresse
- Plan d'exploitation, respect du phasage
- Mise en œuvre des explosifs, plans de tirs, élaboration et validation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Interdiction d'accès en dehors des heures d'activité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 13	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
4	Les bords des excavations	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Bornage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 5	/	Sans objet
5	Registres et plans des carrières à ciel ouvert	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 15	/	Sans objet
6	Plan de Gestion des Déchets (PGD)	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 16 bis	/	Sans objet
7	Prévention des pollutions – dispositions générales	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 17	/	Sans objet
9	Plan de surveillance des retombés de poussières – obligation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5	/	Sans objet
10	Prévention des émissions de poussières – voies de circulation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Abatage à l'explosif	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection met en évidence :

- l'absence du report de la borne de nivellement sur le plan d'exploitation ;
- l'absence d'interdiction d'accès par une clôture efficace d'un bassin à boues ;
- l'absence de justification du respect de la bande des 10m en distance horizontale et de sa stabilité ;
- l'absence de justification du respect du périmètre autorisé pour la rubrique 2517-1 de la nomenclature des installations classées ;
- l'absence de présentation d'un plan de gestion des déchets ;
- l'absence d'entretien des pistes en période pluvieuse ;
- l'absence de récupération totale des eaux ou liquides résiduels potentiellement pollués aux hydrocarbures ou huiles, au niveau de l'aire de ravitaillement et d'entretien avec un rejet direct dans le milieu naturel ;
- l'absence de vérification de la station météo sur site ;
- l'absence d'aire de bâchage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 5
Thème(s) : Situation administrative, Bornage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer : 1° Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ; 2° Le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté un plan d'exploitation à l'inspection des installations classées. Ce plan ne mentionne pas la présence d'une borne de nivellement. L'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2008-25 du 10 janvier 2008 prescrit dans son article 11 que l'exploitant met en place des bornes de nivellement rattachées au niveau NGF, en tout point nécessaire pour vérifier les côtes minimales de l'extraction autorisée. Il appartient à l'exploitant de justifier de la présence de cette ou ces bornes et des modalités du levé topographique pour définir les côtes maximales autorisées.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Abatage à l'explosif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.4
Thème(s) : Situation administrative, Abatage à l'explosif
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 1.4. Abatage à l'explosif : Dans le cas où l'abatage du gisement est réalisé avec des substances explosives, l'exploitant définit un plan de tir. L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs. Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables.
Constats : La documentation produite par l'exploitant à l'inspection des installations classées respecte les dispositions de la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Interdiction d'accès en dehors des heures d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Interdiction d'accès en dehors des heures d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Les dispositions ci-dessus sont applicables aux orifices des puits et aux ouvertures de galeries qui donnent accès aux travaux souterrains.
Constats : À l'extérieur du périmètre contrôlé de la carrière mais dans l'emprise ICPE, un bassin dédié aux séchages des boues produites par l'installation de traitement est implanté à la sortie de la bascule, en bordure de la route départementale 958. La hauteur de stockage de 4 m (selon l'exploitant) présente un très fort risque d'ensevelissement, le bassin ne dispose d'aucune barrière pour interdire son accès, seul un panneau sur une petite chaîne au niveau de son accès routier matérialise le danger. L'exploitant est tenu de sécuriser de manière efficace ce bassin, à minima par une clôture de 2 m de hauteur, tel que prescrit dans l'article 23 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2008-25 du 10 janvier 2008
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Les bords des excavations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14.1
Thème(s) : Risques accidentels, Les bords des excavations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 14.1. Exploitations à ciel ouvert : Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.
Constats : L'exploitant a présenté un plan d'exploitation matérialisé sur une vue aérienne. Il fait état d'une partie du périmètre ICPE de la carrière au milieu de la route départementale 958. Le front d'exploitation réaménagé le long de cette route abrite des blocs rocheux. Ces blocs installés par l'exploitant avaient pour vocation en phase d'exploitation d'interdire la chute des engins de chantiers dans la fosse. Au même niveau, la bande des 10 m minimum en distance horizontale qui doit être conservée entre le périmètre ICPE et le périmètre d'exploitation pour garantir la stabilité géotechnique des ouvrages ne semble pas respecter cette distance. L'article 24 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2008-25 du 10 janvier 2008 prescrit en fin de réaménagement, une distance horizontale d'éloignement du bord des excavations à au moins 10 m de la voirie et de tout élément de surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique. L'exploitant est tenu de justifier tant de la stabilité géotechnique du bord supérieur de l'excavation le long de la route départementale y compris les blocs rocheux, que du respect de la bande des 10 m horizontale au niveau de la voirie. Il est fortement recommandé l'enlèvement des blocs rocheux sans cohésion avec l'ancien front d'exploitation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Registres et plans des carrières à ciel ouvert

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 15
Thème(s) : Situation administrative, Registres et plans des carrières à ciel ouvert
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Registres et plans de carrières à ciel ouvert Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;- les bords de la fouille ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;- les zones remises en état ;- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : Le plan d'exploitation présenté par l'exploitant ne justifie pas du périmètre autorisé d'exploitation pour la rubrique 2517-1 de la nomenclature des installations classées. Il appartient à l'exploitant de faire reporter ce périmètre sur le plan d'exploitation pour justifier du respect de la superficie de 30 000 m ² autorisé.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : Plan de Gestion des Déchets (PGD)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de Gestion des Déchets (PGD)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; • le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; • la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; • en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; • la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; • le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; • les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; • en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; • une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ; • les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p> <p>NOTA :</p> <p>Conformément à l'article 9 de l'arrêté du 24 avril 2017 pour les installations autorisées antérieurement à la date de publication dudit arrêté, ces dispositions entrent en vigueur au 1^{er} juillet 2018.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection des installations classées un plan de gestion finalisé.</p> <p>Dans le respect des dispositions de la prescription contrôlée, l'exploitant est tenu de produire un plan de gestion relatif au stockage des déchets inertes de son exploitation.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de délais : Sans objet

N° 7 : Prévention des pollutions – dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions – dispositions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel. L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence. Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues. Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.
Constats : À l'occasion de la visite de l'inspection des installations classées, une partie des pistes était boueuse et parsemée d'ornières rendant dangereuse la circulation des engins de chantiers et des véhicules légers de la carrière. L'exploitant est tenu d'entretenir les pistes et d'adapter leur entretien au gré des conditions météorologiques. Il doit justifier de son obligation de moyens pour répondre à cette obligation de résultat.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de délais: 30 jours

N° 8 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>18.1. Prévention des pollutions accidentelles :</p> <p>I. - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p> <p>II. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</p> <p>50 % de la capacité des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.</p> <p>III. - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>À l'occasion de la visite de l'inspection des installations classées à proximité de l'installation de traitement primaire, il a été observé une zone de travaux afin de déplacer certaines installations.</p> <p>L'aire de ravitaillement initiale encore active abrite la cuve de GNR pour le ravitaillement des engins de chantiers.</p> <p>Il a été constaté que le déshuileur installé pour capter les hydrocarbures et les huiles de cette aire avait été démantelé en prévision de son installation sur la nouvelle aire de ravitaillement.</p> <p>Selon l'exploitant, ce démantèlement est effectif depuis plusieurs mois sans que la date exacte puisse être établie.</p> <p>En outre, en l'absence de ce déshuileur, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la récupération totale des eaux ou liquides résiduels de cette aire, et d'analyses de la qualité des eaux rejetées directement dans le milieu naturel, dans le respect des seuils prescrits par l'article 26 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2008-25 du 10 janvier 2008.</p> <p>L'exploitant est tenu de remettre en service le déshuileur dédié au traitement des eaux de l'aire de ravitaillement en service ou d'installer un dispositif adapté et efficace dédié à la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels en précisant les modalités de son fonctionnement/entretien, et de justifier de l'absence de pollution des terres qui ont abritées le rejet direct dans le milieu naturel.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 9 : Plan de surveillance des retombés de poussières – obligation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance des retombés de poussières – obligation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 19.5. - Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Pour les exploitations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa, implantés sur un site nouveau, une première campagne de mesures effectuée dans le cadre de l'étude d'impact avant le début effectif des travaux, permet d'évaluer l'état initial des retombées des poussières en limite du site.
Constats : L'exploitant a installé une station météo directement sur l'emprise de la carrière. La date de visite pour le contrôle de cette station est échue depuis 6 mois. L'exploitant est tenu de faire contrôler sa station météo. À défaut, il peut demander la création de points d'observations virtuels ou faire justifier qu'une station météo France est représentative (pas nécessairement la plus proche) des conditions météorologiques rencontrées sur la carrière.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de délais : 30 jours

N° 10 : Prévention des émissions de poussières – voies de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des émissions de poussières – voies de circulation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envols de poussières : <ul style="list-style-type: none">• les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ;• la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ;• les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévus ;• les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent ;• les engins de foration des trous de mines doivent être équipés d'un dispositif de dépoussiérage.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté l'absence d'aire de bâchage sur le site de la carrière. Il n'a pas été constaté de portique d'arrosage tel que mentionné dans l'article 30 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2008-25 du 10 janvier 2008 ou tout autre dispositif équivalent. L'exploitant est tenu de mettre à disposition soit une aire de bâchage des bennes pour le transport des matériaux d'une granulométrie inférieure ou égale à 5 mm, soit un portique d'arrosage ou tout autre dispositif équivalent.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de délais : 30 jours